



Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Slovénie

Vu la proposition du DFEP du 30 juin 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'engagement de 25'000'000 frs pour des garanties de crédit à moyen et long terme est approuvé aux conditions définies dans la proposition.
2. L'engagement proposé est imputé au crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale (AF du 28 janvier 1992) et les déboursements sont imputés à la rubrique 0.703.3600.250 du budget de l'OFAEE.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou la représentation diplomatique désignée par lui est autorisé à négocier et à signer l'accord d'aide financière en temps opportuns.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pouvoirs.

Pour extrait conforme:

Müller Müller

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	12	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
	X	EFD	7	-
X		EVD	10	-
		EVED		
	X	BK	1	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 30 JUIN 1992

(nouvelle version)

Au Conseil fédéral

Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Slovénie

1. **Objet de la proposition**

Par cette proposition, nous vous prions d'approuver l'engagement d'un montant de 25 mio frs pour des garanties de crédit destinées à la couverture de crédits commerciaux à moyen et long terme pour des exportations vers la Slovénie, en remplacement de la GRE non disponible.

Cette mesure sera mise au compte du second crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La mise en oeuvre de la mesure proposée s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale et sur l'ordonnance du 15 janvier 1969 (modifiée le 5 avril 1989) sur la Garantie contre les risques à l'exportation.

2. **Situation économique en Slovénie et besoins prioritaires**

La Slovénie a constitué jusqu'en 1990 l'un des piliers de l'économie yougoslave, elle contribuait à hauteur de 20% au produit intérieur brut, elle réalisait 26% des exportations yougoslaves et 22% des importations avec seulement 8% de la population. En revanche, le fait que 60% de la production était destinée au marché slovène et 30% au marché yougoslave a eu des conséquences dramatiques avec la perte de ce dernier.

Bien que moins durement atteinte que les autres états issus de l'ancienne Yougoslavie, la Slovénie a subi les conséquences de la guerre civile de juin 1991 et des conflits entre les pays voisins. Si l'infrastructure a relativement peu souffert de la guerre, elle reste très largement insuffisante pour permettre l'établissement dans de bonnes conditions d'un système performant d'économie de marché. Autre conséquence grave de la guerre, les investissements étrangers, importants en 1990, ont subi un grave recul.

Le Gouvernement slovène est conscient de la situation et s'efforce d'assainir la situation économique et de donner rapidement à la Slovénie un visage "eurocompatible".

Dans ces conditions, l'engagement de l'aide financière suisse sous forme de garanties de crédit peut d'une part aider à la résolution de problèmes urgents liés à la création d'une infrastructure économique propre à améliorer la compétitivité et d'autre part à l'établissement d'une infrastructure plus favorable aux investissements.

L'engagement en faveur de la Slovénie de l'assistance bilatérale suisse aux pays d'Europe centrale et orientale est d'autant plus justifié que le fonds d'assistance prévu en 1990 par l'AELE en faveur de la Yougoslavie n'a jamais pu être utilisé, l'Autriche ne l'a en effet jamais ratifié et la désagrégation de l'état yougoslave n'a pas permis sa mise en oeuvre.

Le rapport de la mission effectuée du 27 au 29 avril 1992 par notre office en Slovénie figure en annexe à cette proposition.

3. Garanties de crédit

Depuis la déclaration de l'indépendance slovène et la guerre de juin/juillet 1991, le pays a rompu tous ses liens organiques avec l'ancienne Yougoslavie. La situation économique a de plus souffert de l'éclatement des structures fédérales yougoslaves encore que dans une moindre mesure que les républiques voisines. Il n'a donc plus été possible à la Slovénie d'accéder à des crédits commerciaux pour l'acquisition de biens et de services sur le marché suisse puisque ces crédits ne pouvaient plus être couverts par la GRE au titre de ses activités en Yougoslavie.

En ce qui concerne les crédits à moyen et long terme, nous devons utiliser le crédit de programme en faveur des pays d'Europe centrale et orientale afin de substituer à la GRE un instrument similaire à celui développé depuis 1990 en Pologne. Nous vous proposons de consacrer 25 mio de frs à l'octroi de telles garanties pour des crédits à moyen et long terme.

En 1990, les exportations suisses vers la Yougoslavie se montaient à plus de 500 mio frs. La Slovénie réalisait 22% des importations yougoslaves. On peut donc estimer les exportations suisses vers la Slovénie à environ 110 mio frs. A l'image de ce qui a été entrepris en Pologne, nous avons calculé que la somme à réserver pour les garanties de crédit devrait représenter environ 33% de ce volume. nous pouvons donc estimer le besoin de garantie à environ 35 mio frs. En gardant l'exemple polonais, la part de cette somme réservée aux garanties à moyen et long terme représente environ 70 % ou 25 mio frs et la part réservée au court terme 30 % soit environ 10 mio frs. .

La Garantie contre les risques à l'exportation a décidé le 17 juin 1992 de rétablir ses activités pour les exportations financées à court terme en ouvrant une première enveloppe de 10 mio frs, il s'agit principalement de livraisons de l'industrie chimique et de pièces détachées. Cette proposition porte donc uniquement sur l'octroi de garanties pour les crédits à moyen et long terme, non couverts par la GRE soit 25 mio frs.

Les garanties de crédits commerciaux doivent permettre à la Slovénie d'acquérir sur le marché suisse des biens d'investissement prioritaires aux conditions du marché. Seront considérés en priorité les fournitures de biens et services destinées à des entreprises du secteur privé, à des joint-ventures ainsi que les livraisons de nature à améliorer la capacité d'exportation de l'industrie slovène et à contribuer à l'amélioration de la situation de l'environnement. Les exportateurs suisses devront fournir les informations nécessaires à l'appréciation des demandes de garantie. Un accord d'État à État avec la Slovénie ne sera pas nécessaire.

Le Bureau de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) est responsable de la mise en oeuvre administrative de l'octroi des garanties. Les exportateurs sont par conséquent soumis aux dispositions légales relatives à la GRE. La GRE tiendra une comptabilité séparée pour ces garanties. Les sinistres éventuels seront mis à la charge du crédit de programme. Les recettes des primes sont portées en diminution du montant des pertes éventuelles. Les primes serviront aussi à la rétribution des services de la GRE

4. Aide financière non remboursable

La situation économique prévalant en Slovénie ne justifie pas à court terme l'octroi de contributions non remboursables comparables à celles accordées à la Pologne. Nous sommes néanmoins prêts à examiner le cas échéant la possibilité d'octroyer une telle assistance financière pour des projets particuliers. Les sommes mises en oeuvre devraient cependant rester limitées.

5. Coordination internationale

Les mesures proposées s'inscrivent dans le cadre des efforts internationaux consentis en faveur des pays d'Europe centrale et orientale. La coordination des mesures bilatérales des différents pays de l'OCDE fait l'objet de consultations régulières des pays du G-24 au nombre desquels compte la Suisse. Un accord tacite entre les pays de l'OCDE prévoit que l'aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale prendra la forme soit de garanties de crédit, soit de dons. Nos mesures entrent donc parfaitement dans ce cadre.

6. Mise en oeuvre, procédures

La mise en oeuvre de ces mesures s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la coopération avec les pays d'Europe de l'Est et sur l'Ordonnance du 15 janvier 1969 sur la garantie contre les risques à l'exportation (modifiée le 5 avril 1989).

Les déboursements résultants pour la Confédération des engagements proposés seront imputés à l'article 0.703.3600.250 du budget de l'OFAEE.


7. Consultation

Les mesures proposées ont été discutées au sein de la Commission interdépartementale de programmation et ont fait l'objet d'une approbation de principe. Le Département fédéral des affaires étrangères et l'Administration fédérale des finances ont été consultés. Ils ont approuvé la proposition.

8. Proposition

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons d'approuver la proposition de décision ci-jointe.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE
PUBLIQUE



Annexes:

- Proposition de décision
- Rapport sur la situation économique de la Slovénie
- Aide-Mémoire pour l'octroi de garanties de crédit (Cas de la Pologne)
- Communiqué de presse (Variantes 1 et 2)

Va pour corapport à:

- DFAE
- DFF

Extrait du Procès-verbal à:

- Chancellerie fédérale, pour exécution 2
- DFAE 9(SG 3, FW 3, DP 3, BZO 3)
- DFF 6 (SG 3, AFF 3)
- DFEP 14 (SG 4, OFAEE 10)

Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Slovénie

Vu la proposition du DFEP du

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'engagement de 25'000'000 frs pour des garanties de crédit à moyen et long terme est approuvé aux conditions définies dans la proposition.
2. L'engagement proposé est imputé au crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale (AF du 28 janvier 1992) et les déboursements sont imputés à la rubrique 0.703.3600.250 du budget de l'OFAEE.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou la représentation diplomatique désignée par lui est autorisé à négocier et à signer l'accord d'aide financière en temps opportuns.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pouvoirs.

Pour extrait conforme:

BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT
Dienst Südosteuropa, Israel

Slow.821. - str

Bern, 4. Mai 1992

Bericht

BAWI-Abklärungsmission in Slowenien (ERG / 2. Rahmenkredit),

27.-30. April 1992

1. Einleitung

Nachdem sich eine Schweizer Mission zwei Wochen nach der Anerkennung Sloweniens durch die Schweiz zur Aufnahme von diplomatischen Beziehungen nach Ljubljana begeben hatte (30./31. Januar 1992; Slowenien und Kroatien), stand die jüngste Abklärungsmission des BAWI¹ unter dem Zeichen spezifischer Fragen im Bereiche von Wirtschaftspolitik, Aussenhandel, Devisenmanagement, Zahlungsverkehr und Auslandverschuldung. Angaben zu diesen Aspekten dienen zur Beurteilung der anstehenden Osthilfemassnahmen (2. Rahmenkredit) und deren möglichen Verbindung mit einer ins Auge zu fassenden Wiedereröffnung der ERG zugunsten Sloweniens. Trotz der kurzfristig anberaumten Reise konnten durch den wertvollen Einsatz des Schweizer Generalkonsuls, Herrn W. Maurer (Zagreb), die notwendigen Treffen rechtzeitig organisiert werden (Liste der Gesprächspartner siehe Beilage 1).

2. Politische Situation

2.1. Innenpolitik

Die nach den letzten Wahlen vom April 1990 gebildete Mehrparteienkoalition "Demos" unter Premierminister Lozje Peterle hat sich bis vor einigen Monaten als tragfähig erwiesen. Die sich im letzten Jahr abzeichnende Meinungsverschiedenheit mit Bezug auf die Wahl eines Privatisierungsmodells erodierte in den letzten Monaten die Kohäsionskraft der Regierung

1. Teilnehmer: Vizedirektor J. Jaggi (ERG, Exportförderung), D. Stauffacher (Sektion Finanz- und Entschuldungsfragen in Ost- und Mitteleuropa), P. Strupler (Dienst Südosteuropa, Israel)

und führte, am 21. April 1992, zum "Sturz" Peterles (Annahme eines Misstrauensvotums im Parlament), der durch Janez Drnovsek, dem vormaligen Vertreter Sloweniens im jugoslawischen Staatspräsidium, ersetzt wurde. Drnovsek wird bis zum Datum der Amtsübergabe, am 15. Mai 1992, eine neue Regierungsmannschaft bilden. Die nächsten Parlamentswahlen sollen Ende Jahr stattfinden. Dabei soll ein Wechsel vom bisherigen Dreikammern- zu einem Zweikammernsystem vollzogen werden, was die legislatorische Arbeit wesentlich vereinfachen sollte. Ebenfalls geplant ist eine Reform der Ministerien. Durch eine Straffung der Regierungsstrukturen (heute 27 Ministerien!) soll, insbesondere im Bereiche der binnenwirtschaftlichen Kompetenzen, mehr Transparenz und Effizienz erreicht werden.

2.2. Aussenpolitik

Die slowenische Aussenpolitik ist weitgehend vom Bedürfnis geprägt, der neuen Republik durch den Beitritt in internationale Organisationen Geltung zu verschaffen. So hat Slowenien bereits im Januar 1992 sein Gesuch um Beitritt in die Institutionen von Bretton Woods hinterlegt. Gespräche wurden u.a. mit dem GATT und mit der BERD aufgenommen. Mit der EG laufen Verhandlungen im Hinblick auf die Unterzeichnung eines Kooperationsabkommens als ersten Schritt in Richtung eines Assoziationsabkommens. Der EFTA hat Slowenien einen Vorschlag zur Unterzeichnung einer "Declaration on cooperation" (vergleichbar mit den Erklärungen mit Rumänien und Bulgarien) unterbreitet, welche möglicherweise anlässlich der EFTA-Ministerkonferenz in Reykjavik unterzeichnet werden könnte. Als weiteren Schritt fasst das Aussenministerium ein Freihandelsabkommen ins Auge, welches asymmetrisch gestaltet werden sollte (Uebergangsfristen für Slowenien im Bereich Landwirtschaft und Textilien). Auch mit den früheren jugoslawischen Republiken Kroatien, Mazedonien und Bosnien-Herzegowina sind Kontakte geknüpft worden, die auf eine erneute Annäherung ihrer Wirtschafts- und Handelspolitiken hinzielt. Der Drang nach vermehrten Aussenbeziehungen entspringt zweifellos einer wirtschaftlichen Notwendigkeit. Slowenien sieht sich genötigt, den durch seine Abkehr von "Jugoslawien" bewirkten Binnenmarkt-Verlust wieder aufzufangen und seine Stellung auf westlichen Märkten auszubauen.

3. Wirtschaftliche Situation

Mit 20% des gesamtjugoslawischen Bruttoinlandproduktes, 26% der gesamtjugoslawischen Exporte und 22% der gesamtjugoslawischen Importe - bei einem Bevölkerungsanteil von rund 8% - stellte Slowenien eine tragende Stütze der früheren jugoslawischen Wirtschaft dar. Die Tatsache hingegen, dass rund 60% seiner Produktion für den slowenischen Markt selbst und annähernd 30% für andere jugoslawische Republiken bestimmt war, erweist sich nun - mit dem Verlust des "jugoslawischen" Marktes - als fatale Bürde mit zahlreichen negativen Auswirkungen. Eine Verlagerung der Exporte nach Westen erfordert einen kompetitiven Leistungssprung und somit eine Modernisierung des Produktionsapparates. Dies wiederum bedingt Investitionen aus dem Westen, welche angesichts der allgemeinen Verunsicherung westlicher Investoren mit Bezug auf den Unruheherd Balkan nur langsam

anlaufen. Das Ausbleiben von Importen aus den südlichen Republiken hat zur Folge, dass slowenische Produkte durch die **Monopolrente lokaler Erzeuger** verteuert werden (monatliche Inflationsrate im März 11,5%; Tendenz stagnierend bis fallend). Der Wettbewerb soll durch eine zunehmend liberale Importpolitik zum korrigierend Tragen kommen.

Die slowenische Regierung ist sich der anstehenden Probleme bewusst und strebt entschieden eine **Sanierung des wirtschaftlichen Umfeldes** an. Die Kontakte mit diversen Regierungsstellen vermittelten den Eindruck eines **soliden Aufbauwillens**, vom Wunsch geleitet, ein möglichst markt- und europakompatibles **Image Sloweniens** zu entwerfen. Im folgenden seien die zentralen, anlässlich der Gespräche erörterten wirtschaftsrelevanten Themen aufgeführt:

- **Investitionspolitik**

Wie dies mit mehreren anderen Gesetzen der Fall ist, hat Slowenien auch im Bereich der Investitionen das "jugoslawische" Gesetz über Auslandsinvestitionen von 1988 übernommen. Bereits mit diesem Gesetz ist eine **weitgehende Liberalisierung** eingeführt worden. Ausländischem Kapital wird **national treatment** zuteil; es kann in allen **Sektoren investiert** werden; so sind Aussenhandelsaktivitäten auch im Banken-, Versicherungs- und im öffentlichen Sektor möglich. Hundertprozentiger Aktienbesitz ist hingegen in den Bereichen Rüstung und Militär, Eisenbahn und Flugtransportwesen, Kommunikation, Versicherung und Massenmedien nicht gestattet. Ansonsten sind **alle Formen von Beteiligungen** denkbar (100%iger Auslandsanteil, Joint Ventures, Konzessionen, BOT, usw.). Trotz politischer und wirtschaftlicher Rückschläge hat diese Gesetzgebung, zusammen mit der **zunehmend marktorientierten Wirtschaftsreform** eine **wert- und zahlenmässige Zunahme von Auslandsinvestitionen** eingeleitet. Während Oesterreich und Deutschland die mit Jugoslawien abgeschlossenen **Investitionsschutzabkommen** mit Slowenien erneuern will, soll der **schweizerische Vorschlag** (Modellabkommen war den slowenischen Behörden im Januar überreicht worden) vom Finanzministerium noch beurteilt werden.

- **Geld- und Devisenpolitik**

Nach der **Unabhängigkeitserklärung vom 25. Juni 1991** wurde Slowenien von der Jugoslawischen Nationalbank und damit auch von Dinar- und Devisenreserven **abgeschnitten**. Um der Austrocknung des Geldmarktes und einer Hyperinflation zu begegnen führte Slowenien in der Folge am **8. Oktober 1991** eine **eigene Währung** ein, den slowenischen Tolar (SLT). Die Umstellung habe "sauber, aber eben in aller Eile" durchgeführt werden müssen. Heute bestünden lediglich Probleme mit Sparguthaben Nichtresidenten bei den PTT.

Die **Wechselkurse** werden seit dem 12. Dezember 1992 **ausschliesslich durch den Markt bestimmt** (cash-, interbanking- und intercompany-market). Die Aufsicht bzw. Koordinierung untersteht der slowenischen Zentralbank.

Seit der Einführung des SLT musste, angesichts des starken Druckes auf die Exportwirtschaft, der Tolar mehrmals abgewertet werden (Wechselkurs bei Einführung 1 DM : 32 SLT, heute 1 DM : 53 SLT). Der Schwarzmarkt konnte bis auf marginale Erscheinungen ausgemerzt werden.

Die Situation bei den Devisenreserven hat sich seit dem 8. Oktober 1991 stetig verbessert. Sie betragen damals rund 200 Mio. \$, stiegen bis Januar 1992 auf 400 Mio. \$ und liegen heute bei rund 600 Mio. \$ (entspricht slowenischen Importen für den Zeitraum von zwei Monaten). Rund 200 Mio. \$ werden von der slowenischen Zentralbank, der Rest von den Geschäftsbanken gehalten. Slowenien hat ausserdem noch Ansprüche auf seinen Teil der Bundes-Devisenreserven; entsprechende Gespräche mit der Jugoslawischen Zentralbank konnten noch nicht eingeleitet werden. Diese Reserven betragen im Oktober 1991 noch rund 3,5 Mia. \$, sollen jetzt aber auf weniger als 2 Mia. \$ zusammengeschmolzen sein. Auf slowenischer Seite ist die Hoffnung, je einen Anteil zu erhalten nicht sehr gross. Die Jugoslawische Zentralbank hat die Verhandlungen in dieser Sache bisher stets hinausgezögert.

• Bankensystem

Die nur dem Parlament unterstellte slowenische Zentralbank (Bank of Slovenia) hat ihre Tätigkeit am 25. Juni 1991 aufgenommen. Sie hat sich einer restriktiven Geldpolitik verschrieben. Sie befindet sich nach wie vor in einer Aufbauphase, in welcher, auf administrativer Ebene, Probleme bei der Dollarisation der Konten sowie der statistischen Datenerfassung zu lösen sind. Ihre Anti-Inflationpolitik hat positive Resultate gezeitigt. So fiel die monatliche Inflation von 21,5% im Oktober 1991 auf 15,4% im Dezember und hält sich seit Februar und März dieses Jahres auf etwas mehr als 11%. Die Zentralbank steht in regelmässigem Kontakt mit der Weltbank im Zusammenhang mit dem slowenischen Beitritts-gesuch und mit Fragen der Entschuldung (siehe unten). Ein Bericht der Zentralbank soll in den kommenden Wochen vorliegen.

Einem beträchtlichen Umstrukturierungsprozess wurde das (Geschäfts-)Bankensystem unterworfen. Der Sanierungsbedarf der Banken (domestic bank rehabilitation scheme) trat sehr bald an den Tag. Durch die monopolartige Stellung einiger weniger Banken und deren allzu nahen (personellen) Verbindungen mit Unternehmen wurde eine unverantwortliche Kreditpolitik betrieben, welche zu einer sehr starken Verschuldung geführt hat. Die an die Banken gestellten Anforderungen scheinen nun rigiden Kriterien folgen zu müssen. Die Zulassungsbedingungen sind im Banken- und Sparkassengesetz geregelt. Banken, welche für Auslandoperationen zugelassen werden wollen, müssen von einer neutralen internationalen Bank überprüft werden (Liste der entsprechenden Banken, Stand 13. April 1992, siehe Beilage 2). Diese Evaluationen wurden für mehrere Banken von Coopers und Lybrand getätigt.

Mehrere oesterreichische Banken haben Beteiligungen an slowenische Banken erworben. Mit der Verabschiedung des Privatisierungsgesetzes durch das Parlament (dritte, höchstwahrscheinlich mehrheitsfähige Version) wird der Zugang ausländischer Banken

und letztlich auch die Sanierung sicherlich verbessert werden. Italienische Banken sollen bereits Interesse angemeldet haben. Die Zusammensetzung der Beteiligungen an Sloweniens grösster Geschäftsbank, der Ljublianska Banka, präsentiert sich wie folgt: 12% Staatsbeteiligung, 80% Unternehmen, Rest Angestellte der Bank.

Die Aufnahme von Geschäftskrediten ist frei; sie erfolgt nach geschäftlichen Kriterien. Während im Bereich der kurzfristigen Kredite vom Staat keine Garantien abgegeben werden, ist dies beim Auslandgeschäft für mittel- und langfristige Kredite möglich, unter der Voraussetzung, dass zwischen den zwei betreffenden Staaten ein entsprechendes Abkommen besteht.

- **Schuldensanierung ("jugoslawische" Auslandschuld)**

Die Auslandschulden des früheren Jugoslawiens belaufen sich auf rund 14,5 Mia. \$ (Stand Ende September 1991). Diese Schulden konnten, bis auf einen Betrag von rund 3 Mia. \$, auf die einzelnen Republiken aufgeteilt werden (siehe Beilage 3). Auf Slowenien entfällt gemäss dieser Aufschlüsselung der identifizierbaren Schulden 1,7 Mia. \$, also rund 12% der Gesamtschuld (Aufteilung siehe Beilage 4). Mit Bezug auf die Rückzahlung der Schulden und der entsprechenden Zinsen formulierten alle zuständigen Gesprächspartner in übereinstimmender Weise die klare Absicht Sloweniens, den Schuldendienst für die Slowenien zuzuordnenden Schulden gemäss Umschuldungsabkommen zu erfüllen ("no change of terms")². Klar sei auch, dass Slowenien nur seine Schuld zu honorieren gedenke und nicht solidarisch für die anderen Republiken haften werde. Diese Stellungnahme sei auch an den Pariser Klub und an die Weltbank gerichtet worden. Die Diskussion über die Aufteilung der verbleibenden "Bundesschulden" im Rahmen der EG-Friedenskonferenz konnte noch nicht stattfinden, da vorerst eine politische Lösung des Konflikts gefunden werden muss.

- **Import/Export**

Aus handels- und inflationspolitischen Gründen äusserten sowohl Vertreter des Aussenministeriums als auch der Zentralbank den Willen Sloweniens, sich westlichen Importen zu öffnen. Durch eine Weiterführung und erweiterte Liberalisierung des unter der damaligen jugoslawischen Regierung 1988 eingerichteten Handelsregimes seien hier bereits Fortschritte erreicht worden. Anfangs April wurden in diesem Sinne zahlreiche Zölle gesenkt. Im Hinblick auf eine Neuordnung des Zollregimes soll eine umfassende Analyse der Handelsinteressen vorgenommen werden, welche eine angepasste Tarifordnung erlaube. Diesbezüglich stehe man auch mit dem GATT in Kontakt. Grundsätzlich gehe man von einem offenen System aus, das für gewisse sensible Sektoren Ausnahmen vorsieht.

2. Für die Schweiz siehe 4. Umschuldungsabkommen mit Jugoslawien aus dem Jahre 1988; Konsolidierung von Fälligkeiten im Umfang von 120 Mio. Franken; Verpflichtung für die ERG in der Höhe von 65 Mio. Franken.

Zweifellos ist Slowenien darauf erpicht, möglichst attraktive Importbedingungen zu schaffen, muss es doch auf die noch skeptische Haltung westlicher Exporteure und Investoren reagieren ("high risk image"). Mit Bezug auf die Bereitschaft ausländischer Exportrisikoagenturen war von slowenischer Seite zu erfahren, dass Oesterreich eine Oeffnung im kurzfristigen, Italien im mittelfristigen (24 Monate) und Deutschland in allen drei Bereichen (mittel- und langfristig 100 Mio. \$) vorgenommen haben. Frankreich gewähre Garantien im kurzfristigen Bereich und - in beschränktem Masse - auch mittelfristig. Die italienische Exportrisikoinstitution decke für mittelfristige Geschäfte einen zwischen einer italienischen Bank und der Ljublianska Banka ausgehandelten Vertrag über 40 Mia. Lire.

Zur Förderung der slowenischen Exporte will die Regierung eine eigene Exportrisikogarantie ins Leben rufen.

4. Schlussbemerkung

Gesamthaft betrachtet, vermochten die Gespräche ein relativ klares Bild über die heutige, politische und wirtschaftliche Lage Sloweniens zu vermitteln. Dank dem nahezu kriegslosen Abspaltungsprozess Sloweniens (10 Tage von der Bundesarmee belagert) und dem bereits innerhalb des früheren Jugoslawiens vergleichsweise wirksamen wirtschaftlichen Umfeld sowie bedingt durch einen relativ hohen Ausbildungsstand seiner Bevölkerung sollte sich hier der Uebergang zur Marktwirtschaft weniger problematisch gestalten als in den Nachbarrepubliken bzw. Nachbarstaaten. Die Entwicklung des neuen Kleinstaates (1,9 Mio. Einwohner) wird sich an der Fähigkeit der Regierung messen, einen Konsens im Bereiche zentraler Vorlagen zu erzielen (z.B. Privatisierungsgesetz). Diese innenpolitische Stabilität vorausgesetzt, dürfte sich mit einem auf der Ebene von internationalen Organisationen und Gremien noch aufzubauenden Beziehungsnetz das notwendige Vertrauen der lokalen Wirtschaft und ausländischer Investoren relativ rasch aufbauen. (Länderprofil siehe Beilage 5).

P. Strupler

Beilagen: erwähnt

Aide-mémoire concernant l'octroi de garanties pour le financement de livraisons de biens et de services suisses dans le cadre d'une coopération renforcée avec des Etats d'Europe de l'Est

Le message concernant le renforcement de la coopération avec des Etats d'Europe de l'Est et les mesures d'aide immédiate correspondantes du 22 novembre 1989 (réf. no. 89.075) prévoit entre autres des garanties pour des crédits commerciaux aux fins de financer des livraisons de marchandises et de services à la Pologne. Les garanties sont octroyées selon les règles de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) et réassurées par la Confédération. Le financement incombe aux exportateurs.

Le cadre de garantie prévu se monte à 100 millions de francs. Une moitié de cette somme est destinée à des livraisons de biens et de services, financées par des crédits commerciaux à court terme; l'autre moitié sert à la garantie de crédits à moyen et à long terme, y compris les paiements d'intérêts que ceux-ci entraînent.

Le montant de la garantie s'élève à 90% du montant déterminant. Celui-ci correspond à la valeur facturée, y compris les intérêts dus sur un crédit, déduction faite des acomptes et des paiements anticipés, selon l'art. 5 de l'ordonnance sur la garantie contre les risques à l'exportation du 15 janvier 1969. Les conditions de crédit accordées doivent correspondre aux règles de l'arrangement sur les crédits à l'exportation de l'OCDE. Le risque commercial privé ne peut être couvert. L'émolument à payer est calculé sur la base d'un taux de couverture de 60%, l'augmentation de la garantie à 90% étant gratuite.

Les garanties permettent aux importateurs polonais d'acheter des biens et des services suisses. Lors du choix, il convient de respecter les conditions et priorités suivantes:

a. Conditions:

- Les garanties sont disponibles pour financer des livraisons et des prestations de services du "courant normal". Les principales catégories de marchandises sont les produits pharmaceutiques, les colorants, les produits agro-chimiques, les pièces de rechange et les produits intermédiaires ainsi que les machines et instruments de précision. Les exportateurs doivent documenter leurs relations d'affaires des dernières années.
- Le montant facturé est limité à 5 millions de francs par contrat.
- L'acheteur polonais doit exercer dans un contexte d'économie de marché et ne pas dépendre d'un soutien permanent de l'Etat.

Dans certains cas exceptionnels, il est possible de s'écarter de ces conditions dans la mesure où les priorités suivantes sont respectées.

b. Priorités:

Les livraisons suivantes ont la priorité:

- Livraisons destinées à soutenir des activités directement productives (puisque les ressources financières génèrent des intérêts et sont remboursables). Le financement de projets dans le domaine de l'infrastructure fera l'objet d'une aide financière suisse à la Pologne, celle-ci à des conditions préférentielles.
- Livraisons qui permettent des exportations polonaises supplémentaires avec une importante part de valeur ajoutée, respectivement la continuation d'exportations actuelles.
- Livraisons à des entreprises polonaises privées ou livraisons d'entreprises suisses qui entretiennent des relations de coopération avec des entreprises polonaises et qui partagent le risque ou mettent à disposition un important savoir-faire.
- Livraisons qui contribuent à une amélioration de l'environnement.

Ces conditions et priorités constituent des directives pour le choix des livraisons et des services; elles n'ont pas un caractère absolu. Ce qui est déterminant pour chaque livraison, c'est sa contribution au développement économique et social de la Pologne.

Les entreprises intéressées sont priées de déposer les requêtes avec les documents exigibles pour une prise en considération sur la base des conditions et priorités énoncées ci-dessus. Un questionnaire spécifique pour chaque branche et servant de fil conducteur peut être obtenu auprès de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE, 3003 Berne).

Nous prions les entreprises d'adresser leurs demandes à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. Les dossiers seront examinés dans l'ordre de leur réception. En cas de réponse favorable, une demande de garantie peut être adressée au Bureau pour la garantie contre les risques à l'exportation, 8032 Zurich ou auprès des associations qui se chargent d'accorder des garanties globales au plus tard six mois après réception de l'accord de principe de l'OFAEE.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'OFAEE (M. Darbellay, Tél. 031/ 61 22 22, M. Escher, Tél. 031/ 61 22 97, Fax 031/61 23 30) ou du Bureau pour la garantie contre les risques à l'exportation (Tél. 01/384 47 77, Fax 01/384 47 87).

14.11.90

Merkblatt für die Gewährung von Garantien zur Finanzierung von Lieferungen schweizerischer Güter und Dienstleistungen im Rahmen einer verstärkten Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

Die Botschaft über eine verstärkte Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und entsprechende Soforthilfsmassnahmen vom 22. November 1989 (Ref. Nr. 89.075) sieht u.a. Garantien für kommerzielle Kredite zur Finanzierung schweizerischer Warenlieferungen und Dienstleistungen an Polen vor. Die Garantien werden nach den Regeln der Exportrisikogarantieversicherung (ERG) ausgestellt und sind durch den Bund rückversichert. Die Bereitstellung der Finanzierung obliegt den Exporteuren.

Der vorgesehene Garantierahmen beträgt 100 Mio Franken. Dieser Betrag steht zur Hälfte für Güterlieferungen und Dienstleistungen zur Verfügung, die mit kurzfristigen Handelskrediten finanziert werden; die andere Hälfte dient der Garantie von mittel- und längerfristigen Krediten, einschliesslich der dabei anfallenden Zinszahlungen.

Die Garantiesumme beträgt 90% des massgebenden Betrages. Dieser entspricht dem Fakturabtrag einschliesslich Kreditzinsen, abzüglich An- und Vorauszahlungen gemäss Art.5 der ERG-Verordnung vom 15. Januar 1969. Die gewährten Kreditkonditionen müssen den Regeln des Exportkreditarrangements der OECD entsprechen. Das private kommerzielle Risiko kann nicht abgedeckt werden. Die zu entrichtende Gebühr berechnet sich auf einem Deckungsleitsatz von 60%, wobei die erhöhte Garantieleistung bis 90% unentgeltlich ist.

Die Garantien erlauben polnischen Importeuren den Kauf schweizerischer Güter und Dienstleistungen. Bei der Auswahl kommen folgende Voraussetzungen und Prioritäten zur Anwendung:

a) Voraussetzungen

- Die Garantien stehen für die Finanzierung von Lieferungen und Dienstleistungen des "courant normal" zur Verfügung. Dabei stehen als Warenkategorien pharmazeutische Produkte, Farbstoffe, agrochemische Produkte, Ersatzteile und Betriebsstoffe sowie Maschinen und Präzisionsinstrumente im Vordergrund. Die Exporteure haben sich über bestehende Geschäftsbeziehungen in den letzten Jahren auszuweisen.
- Der Fakturabtrag pro Geschäft ist auf 5 Mio Fr. beschränkt.
- Der Abnehmer in Polen soll sich in einem marktwirtschaftlichen Umfeld behaupten können und nicht von dauernder staatlicher Unterstützung abhängen.

Von diesen Voraussetzungen kann in Ausnahmefällen abgewichen werden, falls die nachfolgend gesetzten Auswahlprioritäten in besonders hohem Ausmass erfüllt sind.

b) Prioritäten

Folgenden Lieferungen kommt Priorität zu:

- Lieferungen zur Unterstützung direkt produktiver Tätigkeiten (da die finanziellen Mittel verzins- und rückzahlbar sind). Die Finanzierung von Infrastrukturvorhaben ist Gegenstand einer Finanzhilfe der Schweiz an Polen, die zu Vorzugsbedingungen gewährt werden soll.
- Lieferungen, die zusätzliche Exportleistungen mit hohem Wertschöpfungsanteil bzw. die Weiterführung bestehender Exporte ermöglichen.
- Lieferungen an private polnische Firmen bzw. Lieferungen schweizerischer Firmen, die in einem besonderen Zusammenarbeitsverhältnis mit polnischen Firmen stehen, sich am Risiko beteiligen oder wesentliche Know-how-Beiträge leisten.
- Lieferungen, die einen Beitrag zur Verbesserung der Umweltverhältnisse leisten.

Diese Voraussetzungen und Prioritäten gelten als Richtlinien zur Auswahl der Lieferungen und Dienstleistungen; es kommt ihnen aber kein absoluter oder abschliessender Charakter zu. Entscheidend ist bei jeder Lieferung deren Beitrag zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung Polens.

Die interessierten Firmen werden ersucht, die Angaben zu liefern, die aufgrund der genannten Voraussetzungen und Prioritäten zur Beurteilung erforderlich sind. Ein branchenspezifischer Fragenkatalog kann als Wegleitung beim Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI, 3003 Bern) angefordert werden. Die Gesuche werden in der Reihenfolge ihres Eingangs geprüft und beantwortet.

Nach erfolgter Zustimmung kann ein Garantiesuch bei der Geschäftsstelle für die Exportrisikogarantie, 8032 Zürich, oder ihren Globalgarantiestellen eingereicht werden.

Das Garantiesuch muss spätestens sechs Monate nach der grundsätzlichen Zusage des BAWI bei der ERG gestellt werden.

Zusätzliche Auskünfte erteilen das BAWI (Herr Darbellay, Tel. 031/61 22 22, Herr Escher, Tel. 031/61 22 97, Fax 031/61 23 30) sowie die Geschäftsstelle für die Exportrisikogarantie (Tel 01/384 47 77, Fax 01/384 47 87).

14.11.90

Communiqué de presse**Garanties de crédit pour la Slovénie**

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder à la Slovénie un montant de 25 mio de francs sous la forme de garanties pour des crédits commerciaux à moyen et long terme. Cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de l'aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale mise en oeuvre par l'Office fédéral des affaires économiques extérieures vise à soutenir la Slovénie dans sa transition vers l'économie de marché et le développement de son secteur privé, à lui permettre de surmonter les difficultés liées à la désagrégation de la Yougoslavie et à s'intégrer dans l'économie européenne.

L'économie slovène a subi des changements considérables pendant les deux dernières années. Elle a perdu une grande partie de ses marchés traditionnels et doit chercher de nouveaux débouchés pour son industrie en améliorant la qualité de ses produits. Il en résulte que les coûts de la transition sont aujourd'hui plus élevés que jamais. Il importe donc de permettre à la Slovénie d'acquérir les moyens nécessaires à la modernisation de son appareil de production en ayant recours à des crédits commerciaux.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
Service de presse et d'information

Renseignements: Daniel Stauffacher/Romain Darbellay Section de l'Aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale, tél: 031/61 23 18 / 26 37.

Pressemitteilung**Kreditgarantien für Slowenien**

Der Bundesrat hat beschlossen, Slowenien mittel- und langfristige Kreditgarantien in der Höhe von 25 Mio. SFr. zu gewähren. Im Rahmen der vom Bundesamt für Aussenwirtschaft eingesetzten Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa hat diese Massnahme zum Ziel, die Anpassung der slowenischen Wirtschaft an marktwirtschaftliche Verhältnisse zu unterstützen und die Entwicklung des Privatsektors zu fördern. Im weiteren soll sie Slowenien helfen, die im Zusammenhang mit dem Zerfall Jugoslawiens entstehenden Schwierigkeiten zu überwinden sowie die Integration in die europäische Wirtschaft zu fördern.

Die Wirtschaft Sloweniens hat in den letzten zwei Jahren eine weitgehende Umwälzung durchgemacht. Durch den Verlust ihrer traditionellen Märkte ist sie gezwungen, anhand verbesserter Produkte sich der neuen internationalen Konkurrenz zu stellen. Der Bedarf an Finanzierungsmitteln zur Umstrukturierung ist heute grösser denn je. Es ist daher wichtig, Slowenien - zur Modernisierung seiner Produktionsanlagen - den Zugang zu kommerziellen Krediten zu erleichtern.

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Presse- und Informationsdienst

Auskünfte: Daniel Stauffacher / Romain Darbellay, Sektion Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa, tel: 031/61 23 18 / 26 37.

Le Gouvernement slovène est conscient de la situation et s'efforce d'assainir la situation économique et de donner rapidement à la Slovénie un visage "eurocompatible".

Dans ces conditions, l'engagement de l'aide financière suisse sous forme de garanties de crédit peut d'une part aider à la résolution de problèmes urgents liés à la création d'une infrastructure économique propre à améliorer la compétitivité et d'autre part à l'établissement d'une infrastructure plus favorable aux investissements.

L'engagement en faveur de la Slovénie de l'assistance bilatérale suisse aux pays d'Europe centrale et orientale est d'autant plus justifié que le fonds d'assistance prévu en 1990 par l'AELE en faveur de la Yougoslavie n'a jamais pu être utilisé, l'Autriche ne l'a en effet jamais ratifié et la désagrégation de l'état yougoslave n'a pas permis sa mise en oeuvre.

Le rapport de la mission effectuée du 27 au 29 avril 1992 par notre office en Slovénie figure en annexe à cette proposition.

3. Garanties de crédit

Depuis la déclaration de l'indépendance slovène et la guerre de juin/juillet 1991, le pays a rompu tous ses liens organiques avec l'ancienne Yougoslavie. La situation économique a de plus souffert de l'éclatement des structures fédérales yougoslaves encore que dans une moindre mesure que les républiques voisines. Il n'a donc plus été possible à la Slovénie d'accéder à des crédits commerciaux pour l'acquisition de biens et de services sur le marché suisse puisque ces crédits ne pouvaient plus être couverts par la GRE au titre de ses activités en Yougoslavie.

En ce qui concerne les crédits à moyen et long terme, nous devons utiliser le crédit de programme en faveur des pays d'Europe centrale et orientale afin de substituer à la GRE un instrument similaire à celui développé depuis 1990 en Pologne. Nous vous proposons de consacrer 25 mio de frs à l'octroi de telles garanties pour des crédits à moyen et long terme.

En 1990, les exportations suisses vers la Yougoslavie se montaient à plus de 500 mio frs. La Slovénie réalisait 22% des importations yougoslaves. On peut donc estimer les exportations suisses vers la Slovénie à environ 110 mio frs. A l'image de ce qui a été entrepris en Pologne, nous avons calculé que la somme à réserver pour les garanties de crédit devrait représenter environ 33% de ce volume. nous pouvons donc estimer le besoin de garantie à environ 35 mio frs. En gardant l'exemple polonais, la part de cette somme réservée aux garanties à moyen et long terme représente environ 70 % ou 25 mio frs et la part réservée au court terme 30 % soit environ 10 mio frs.

La Garantie contre les risques à l'exportation établira prochainement si elle est en mesure de rétablir ses activités pour les exportations financées à court terme, il s'agit principalement de livraisons de l'industrie chimique et de pièces détachées. Si tel



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

2310.1

Berne, le 16 juin 1992

Au Conseil fédéral

Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Slovénie

1. Objet de la proposition

Par cette proposition, nous vous prions d'approuver

- a. l'engagement d'un montant de 25 mio frs pour des garanties de crédit destinées à la couverture de crédits commerciaux à moyen et long terme pour des exportations vers la Slovénie, en remplacement de la GRE non disponible.
- b. La possibilité d'augmenter de 10 mio frs ce montant si de telles garanties s'avèrent nécessaires pour les crédits à court terme.

Cette mesure sera mise au compte du second crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La mise en oeuvre de la mesure proposée s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale et sur l'ordonnance du 15 janvier 1969 (modifiée le 5 avril 1989) sur la Garantie contre les risques à l'exportation.

2. Situation économique en Slovénie et besoins prioritaires

La Slovénie a constitué jusqu'en 1990 l'un des piliers de l'économie yougoslave, elle contribuait à hauteur de 20% au produit intérieur brut, elle réalisait 26% des exportations yougoslaves et 22% des importations avec seulement 8% de la population. En revanche, le fait que 60% de la production était destinée au marché slovène et 30% au marché yougoslave a eu des conséquences dramatiques avec la perte de ce dernier.

Bien que moins durement atteinte que les autres états issus de l'ancienne Yougoslavie, la Slovénie a subi les conséquences de la guerre civile de juin 1991 et des conflits entre les pays voisins. Si l'infrastructure a relativement peu souffert de la guerre, elle reste très largement insuffisante pour permettre l'établissement dans de bonnes conditions d'un système performant d'économie de marché. Autre conséquence grave de la guerre, les investissements étrangers, importants en 1990, ont subi un grave recul.

ne devait pas être le cas, nous proposons d'augmenter de 10 mio de frs l'enveloppe consacrée aux garanties de crédit afin de couvrir aussi les crédits à court terme. Ces garanties seront utilisées sous forme de "revolving fund": lorsque un paiement est effectué, les fonds libérés peuvent être consacrés à de nouvelles garanties.

Les garanties de crédits commerciaux doivent permettre à la Slovénie d'acquérir sur le marché suisse des biens d'investissement prioritaires aux conditions du marché. Seront considérés en priorité les fournitures de biens et services destinées à des entreprises du secteur privé, à des joint-ventures ainsi que les livraisons de nature à améliorer la capacité d'exportation de l'industrie slovène et à contribuer à l'amélioration de la situation de l'environnement. Les exportateurs suisses devront fournir les informations nécessaires à l'appréciation des demandes de garantie. Un accord d'État à État avec la Slovénie ne sera pas nécessaire.

Le Bureau de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) est responsable de la mise en oeuvre administrative de l'octroi des garanties. Les exportateurs sont par conséquent soumis aux dispositions légales relatives à la GRE. La GRE tiendra une comptabilité séparée pour ces garanties. Les sinistres éventuels seront mis à la charge du crédit de programme. Les recettes des primes sont portées en diminution du montant des pertes éventuelles. Les primes serviront aussi à la rétribution des services de la GRE

4. Aide financière non remboursable

La situation économique prévalant en Slovénie ne justifie pas à court terme l'octroi de contributions non remboursables comparables à celles accordées à la Pologne. Nous sommes néanmoins prêts à examiner le cas échéant la possibilité d'octroyer une telle assistance financière pour des projets particuliers. Les sommes mises en oeuvre devraient cependant rester limitées.

5. Coordination internationale

Les mesures proposées s'inscrivent dans le cadre des efforts internationaux consentis en faveur des pays d'Europe centrale et orientale. La coordination des mesures bilatérales des différents pays de l'OCDE fait l'objet de consultations régulières des pays du G-24 au nombre desquels compte la Suisse. Un accord tacite entre les pays de l'OCDE prévoit que l'aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale prendra la forme soit de garanties de crédit, soit de dons. Nos mesures entrent donc parfaitement dans ce cadre.

6. Mise en oeuvre, procédures

La mise en oeuvre de ces mesures s'appuie sur l'ordonnance du 6 mai 1992 sur la coopération avec les pays d'Europe de l'Est et sur l'Ordonnance du 15 janvier 1969 sur la garantie contre les risques à l'exportation (modifiée le 5 avril 1989).

Les déboursements résultants pour la Confédération des engagements proposés seront imputés à l'article 0.703.3600.250 du budget de l'OFAEE.


7. Consultation

Les mesures proposées ont été discutées au sein de la Commission interdépartementale de programmation et ont fait l'objet d'une approbation de principe. Le Département fédéral des affaires étrangères et l'Administration fédérale des finances ont été consultés. Ils ont approuvé la proposition.

8. Proposition

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons d'approuver la proposition de décision ci-jointe.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE
PUBLIQUE



Annexes:

- Proposition de décision
- Rapport sur la situation économique de la Slovénie
- Aide-Mémoire pour l'octroi de garanties de crédit (Cas de la Pologne)
- Communiqué de presse (Variantes 1 et 2)

Va pour corapport à:

- DFAE
- DFF

Extrait du Procès-verbal à:

- Chancellerie fédérale, pour exécution 2
- DFAE 9(SG 3, FW 3, DP 3, BZO 3)
- DFF 6 (SG 3, AFF 3)
- DFEP 14 (SG 4, OFAEE 10)

Octroi de garanties de crédit pour des exportations vers la Slovénie

Vu la proposition du DFEP du 16 juin 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. L'engagement de 25'000'000 frs pour des garanties de crédit à moyen et long terme est approuvé aux conditions définies dans la proposition. Si la Garantie contre les risques à l'exportation reste fermée pour les crédits à court terme, l'engagement de 10'000'000 frs additionnels est approuvé pour des garanties de ce type.
2. Les engagements proposés sont imputés au crédit de programme pour la poursuite de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale (AF du 28 janvier 1992) et les déboursements sont imputés à la rubrique 0.703.3600.250 du budget de l'OFAEE.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ou la représentation diplomatique désignée par lui est autorisé à négocier et à signer l'accord d'aide financière en temps opportuns.
4. La Chancellerie fédérale est chargée de délivrer les pouvoirs.

Pour extrait conforme:

BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT
Dienst Südosteuropa, Israel

Slow.821. - str

Bern, 4. Mai 1992

Bericht

BAWI-Abklärungsmission in Slowenien (ERG / 2. Rahmenkredit),

27.-30. April 1992

1. Einleitung

Nachdem sich eine **Schweizer Mission** zwei Wochen nach der Anerkennung Sloweniens durch die Schweiz zur **Aufnahme von diplomatischen Beziehungen** nach Ljubljana begeben hatte (30./31. Januar 1992; Slowenien und Kroatien), stand die jüngste **Abklärungsmission des BAWI** ¹ unter dem Zeichen spezifischer Fragen im Bereiche von **Wirtschaftspolitik, Aussenhandel, Devisenmanagement, Zahlungsverkehr und Auslandverschuldung**. Angaben zu diesen Aspekten dienen zur **Beurteilung der anstehenden Osthilfemassnahmen** (2. Rahmenkredit) und deren möglichen Verbindung mit einer ins Auge zu fassenden **Wiedereröffnung der ERG zugunsten Sloweniens**. Trotz der kurzfristig anberaumten Reise konnten durch den wertvollen Einsatz des **Schweizer Generalkonsuls**, Herrn W. Maurer (Zagreb), die notwendigen Treffen rechtzeitig organisiert werden (Liste der Gesprächspartner siehe Beilage 1).

2. Politische Situation

2.1. Innenpolitik

Die nach den letzten **Wahlen vom April 1990** gebildete Mehrparteienkoalition "Demos" unter Premierminister Lozje Peterle hat sich bis vor einigen Monaten als tragfähig erwiesen. Die sich im letzten Jahr abzeichnende **Meinungsverschiedenheit mit Bezug auf die Wahl eines Privatisierungsmodells** erodierte in den letzten Monaten die Kohäsionskraft der Regierung

1. Teilnehmer: Vizedirektor J. Jaggi (ERG, Exportförderung), D. Stauffacher (Sektion Finanz- und Entschuldungsfragen in Ost- und Mitteleuropa), P. Strupler (Dienst Südosteuropa, Israel)

und führte, am 21. April 1992, zum "Sturz" Peterles (Annahme eines Misstrauensvotums im Parlament), der durch **Janez Drnovsek**, dem vormaligen Vertreter Sloweniens im jugoslawischen Staatspräsidium, ersetzt wurde. Drnovsek wird bis zum Datum der Amtsübergabe, am **15. Mai 1992**, eine **neue Regierungsmannschaft** bilden. Die nächsten **Parlamentswahlen sollen Ende Jahr stattfinden**. Dabei soll ein Wechsel vom bisherigen Dreikammern- zu einem **Zweikammernsystem** vollzogen werden, was die legislatorische Arbeit wesentlich vereinfachen sollte. Ebenfalls geplant ist eine **Reform der Ministerien**. Durch eine Straffung der Regierungsstrukturen (heute 27 Ministerien!) soll, insbesondere im **Bereiche der binnenwirtschaftlichen Kompetenzen**, mehr Transparenz und Effizienz erreicht werden.

2.2. Aussenpolitik

Die slowenische Aussenpolitik ist weitgehend vom Bedürfnis geprägt, der neuen Republik durch den Beitritt in internationale Organisationen Geltung zu verschaffen. So hat Slowenien bereits im Januar 1992 sein Gesuch um Beitritt in die **Institutionen von Bretton Woods** hinterlegt. Gespräche wurden u.a. mit dem **GATT** und mit der **BERD** aufgenommen. Mit der **EG** laufen Verhandlungen im Hinblick auf die Unterzeichnung eines Kooperationsabkommens als ersten Schritt in Richtung eines Assoziationsabkommens. Der **EFTA** hat Slowenien einen Vorschlag zur Unterzeichnung einer "Declaration on cooperation" (vergleichbar mit den Erklärungen mit Rumänien und Bulgarien) unterbreitet, welche möglicherweise anlässlich der **EFTA-Ministerkonferenz in Reykjavik** unterzeichnet werden könnte. Als weiteren Schritt fasst das Aussenministerium ein **Freihandelsabkommen** ins Auge, welches asymmetrisch gestaltet werden sollte (Uebergangsfristen für Slowenien im Bereich Landwirtschaft und Textilien). Auch mit den früheren jugoslawischen Republiken Kroatien, Mazedonien und Bosnien-Herzegowina sind Kontakte geknüpft worden, die auf eine erneute Annäherung ihrer Wirtschafts- und Handelspolitiken hinzielt. Der **Drang nach vermehrten Aussenbeziehungen** entspringt zweifellos einer **wirtschaftlichen Notwendigkeit**. Slowenien sieht sich genötigt, den durch seine Abkehr von "Jugoslawien" bewirkten **Binnenmarkt-Verlust** wieder aufzufangen und seine Stellung auf **westlichen Märkten** auszubauen.

3. Wirtschaftliche Situation

Mit 20% des gesamtjugoslawischen Bruttoinlandproduktes, 26% der gesamtjugoslawischen Exporte und 22% der gesamtjugoslawischen Importe - bei einem Bevölkerungsanteil von rund 8% - stellte **Slowenien eine tragende Stütze der früheren jugoslawischen Wirtschaft** dar. Die Tatsache hingegen, dass rund 60% seiner Produktion für den slowenischen Markt selbst und annähernd 30% für andere jugoslawische Republiken bestimmt war, erweist sich nun - mit dem Verlust des "jugoslawischen" Marktes - als fatale Bürde mit zahlreichen negativen Auswirkungen. **Eine Verlagerung der Exporte nach Westen erfordert einen kompetitiven Leistungssprung und somit eine Modernisierung des Produktionsapparates**. Dies wiederum **bedingt Investitionen** aus dem Westen, welche angesichts der allgemeinen Verunsicherung westlicher Investoren mit Bezug auf den **Unruheherd Balkan** nur langsam

anlaufen. Das Ausbleiben von Importen aus den südlichen Republiken hat zur Folge, dass slowenische Produkte durch die **Monopolrente lokaler Erzeuger** verteuert werden (monatliche Inflationsrate im März 11,5%; Tendenz stagnierend bis fallend). Der Wettbewerb soll durch eine zunehmend liberale Importpolitik zum korrigierend Tragen kommen.

Die slowenische Regierung ist sich der anstehenden Probleme bewusst und strebt entschieden eine **Sanierung des wirtschaftlichen Umfeldes** an. Die Kontakte mit diversen Regierungsstellen vermittelten den Eindruck eines **soliden Aufbauwillens**, vom Wunsch geleitet, ein möglichst **markt- und europakompatibles Image Sloweniens** zu entwerfen. Im folgenden seien die zentralen, anlässlich der Gespräche erörterten wirtschaftsrelevanten Themen aufgeführt:

- **Investitionspolitik**

Wie dies mit mehreren anderen Gesetzen der Fall ist, hat Slowenien auch im Bereich der Investitionen das "jugoslawische" Gesetz über Auslandsinvestitionen von 1988 übernommen. Bereits mit diesem Gesetz ist eine **weitgehende Liberalisierung** eingeführt worden. Ausländischem Kapital wird **national treatment** zuteil; es kann **in allen Sektoren investiert** werden; so sind Aussenhandelsaktivitäten auch im Banken-, Versicherungs- und im öffentlichen Sektor möglich. Hundertprozentiger Aktienbesitz ist hingegen in den Bereichen Rüstung und Militär, Eisenbahn und Flugtransportwesen, Kommunikation, Versicherung und Massenmedien nicht gestattet. Ansonsten sind **alle Formen von Beteiligungen** denkbar (100%iger Auslandsanteil, Joint Ventures, Konzessionen, BOT, usw.). Trotz politischer und wirtschaftlicher Rückschläge hat diese Gesetzgebung, zusammen mit der **zunehmend marktorientierten Wirtschaftsreform** eine **wert- und zahlenmässige Zunahme von Auslandsinvestitionen** eingeleitet. Während Oesterreich und Deutschland die mit Jugoslawien abgeschlossenen **Investitionsschutzabkommen** mit Slowenien erneuern will, soll der **schweizerische Vorschlag** (Modellabkommen war den slowenischen Behörden im Januar überreicht worden) vom Finanzministerium noch beurteilt werden.

- **Geld- und Devisenpolitik**

Nach der **Unabhängigkeitserklärung vom 25. Juni 1991** wurde Slowenien von der Jugoslawischen Nationalbank und damit auch **von Dinar- und Devisenreserven abgeschnitten**. Um der Austrocknung des Geldmarktes und einer Hyperinflation zu begegnen führte Slowenien in der Folge am **8. Oktober 1991 eine eigene Währung** ein, den slowenischen **Tolar (SLT)**. Die Umstellung habe "sauber, aber eben in aller Eile" durchgeführt werden müssen. Heute bestünden lediglich Probleme mit Sparguthaben Nichtresidenten bei den PTT.

Die **Wechselkurse** werden seit dem 12. Dezember 1992 ausschliesslich **durch den Markt bestimmt** (cash-, interbanking- und intercompany-market). Die Aufsicht bzw. Koordinierung untersteht der slowenischen Zentralbank.

Seit der Einführung des SLT musste, angesichts des starken Druckes auf die **Exportwirtschaft**, der Tolar mehrmals **abgewertet** werden (Wechselkurs bei Einführung 1 DM : 32 SLT, heute 1 DM : 53 SLT). Der **Schwarzmarkt** konnte bis auf marginale Erscheinungen **ausgemerzt** werden.

Die Situation bei den **Devisenreserven** hat sich seit dem 8. Oktober 1991 stetig **verbessert**. Sie betragen damals rund 200 Mio. \$, stiegen bis Januar 1992 auf 400 Mio. \$ und liegen **heute bei rund 600 Mio. \$** (entspricht slowenischen Importen für den Zeitraum von zwei Monaten). Rund 200 Mio. \$ werden von der slowenischen Zentralbank, der Rest von den Geschäftsbanken gehalten. Slowenien hat ausserdem noch **Ansprüche auf seinen Teil der Bundes-Devisenreserven**; entsprechende Gespräche mit der Jugoslawischen Zentralbank konnten noch nicht eingeleitete werden. Diese Reserven betragen im Oktober 1991 noch rund 3,5 Mia. \$, sollen jetzt aber auf weniger als 2 Mia. \$ zusammengeschmolzen sein. Auf slowenischer Seite ist die Hoffnung, je einen Anteil zu erhalten nicht sehr gross. Die Jugoslawische Zentralbank hat die Verhandlungen in dieser Sache bisher stets hinausgezögert.

- **Bankensystem**

Die nur dem Parlament unterstellte **slowenische Zentralbank** (Bank of Slovenia) hat ihre Tätigkeit am 25. Juni 1991 aufgenommen. Sie hat sich einer **restriktiven Geldpolitik** verschrieben. Sie befindet sich nach wie vor in einer **Aufbauphase**, in welcher, auf administrativer Ebene, Probleme bei der Dollarisation der Konten sowie der statistischen Datenerfassung zu lösen sind. Ihre **Anti-Inflationspolitik** hat positive Resultate gezeitigt. So fiel die monatliche Inflation von 21,5% im Oktober 1991 auf 15,4% im Dezember und hält sich seit **Februar und März** dieses Jahres auf etwas mehr als **11 %**. Die Zentralbank steht in regelmässigem Kontakt mit der Weltbank im Zusammenhang mit dem slowenischen Beitritts-gesuch und mit Fragen der Entschuldung (siehe unten). Ein Bericht der Zentralbank soll in den kommenden Wochen vorliegen.

Einem beträchtlichen **Umstrukturierungsprozess** wurde das (**Geschäfts-**)**Bankensystem** unterworfen. Der **Sanierungsbedarf der Banken** (domestic bank rehabilitation scheme) trat sehr bald an den Tag. Durch die monopolartige Stellung einiger weniger Banken und deren allzu nahen (personellen) Verbindungen mit Unternehmen wurde eine **unverantwortliche Kreditpolitik** betrieben, welche zu einer sehr **starken Verschuldung** geführt hat. Die an die Banken gestellten Anforderungen scheinen nun rigiden Kriterien folgen zu müssen. Die **Zulassungsbedingungen** sind im Banken- und Sparkasengesetz geregelt. Banken, welche für **Auslandoperationen** zugelassen werden wollen, müssen von einer **neutralen internationalen Bank überprüft** werden (Liste der entsprechenden Banken, Stand 13. April 1992, siehe Beilage 2). Diese Evaluationen wurden für mehrere Banken von Coopers und Lybrand getätigt.

Mehrere **oesterreichische Banken** haben Beteiligungen an slowenische Banken erworben. Mit der Verabschiedung des **Privatisierungsgesetzes** durch das Parlament (dritte, höchstwahrscheinlich mehrheitsfähige Version) wird der **Zugang ausländischer Banken**

und letztlich auch die **Sanierung** sicherlich verbessert werden. **Italienische Banken** sollen bereits Interesse angemeldet haben. Die Zusammensetzung der Beteiligungen an Sloweniens grösster Geschäftsbank, der Ljublianska Banka, präsentiert sich wie folgt: 12% Staatsbeteiligung, 80% Unternehmen, Rest Angestellte der Bank.

Die Aufnahme von Geschäftskrediten ist frei; sie erfolgt nach geschäftlichen Kriterien. Während im Bereich der kurzfristigen Kredite vom Staat keine Garantien abgegeben werden, ist dies beim Auslandgeschäft für mittel- und langfristige Kredite möglich, unter der Voraussetzung, dass zwischen den zwei betreffenden Staaten ein entsprechendes Abkommen besteht.

- **Schuldensanierung ("jugoslawische" Auslandschuld)**

Die **Auslandschulden des früheren Jugoslawiens** belaufen sich auf rund **14,5 Mia. \$** (Stand Ende September 1991). Diese Schulden konnten, bis auf einen Betrag von rund 3 Mia. \$, auf die einzelnen Republiken aufgeteilt werden (siehe Beilage 3). Auf **Slowenien** entfällt gemäss dieser Aufschlüsselung der identifizierbaren Schulden **1,7 Mia. \$**, also rund **12% der Gesamtschuld** (Aufteilung siehe Beilage 4). Mit Bezug auf die Rückzahlung der Schulden und der entsprechenden Zinsen formulierten alle zuständigen Gesprächspartner in übereinstimmender Weise die **klare Absicht Sloweniens, den Schuldendienst für die Slowenien zuzuordnenden Schulden gemäss Umschuldungsabkommen zu erfüllen** ("no change of terms")². Klar sei auch, dass Slowenien **nur seine Schuld** zu honorieren gedenke und **nicht solidarisch für die anderen Republiken haften** werde. Diese Stellungnahme sei auch an den **Pariser Klub** und an die **Weltbank** gerichtet worden. Die Diskussion über die Aufteilung der verbleibenden "Bundesschulden" im Rahmen der EG-Friedenskonferenz konnte noch nicht stattfinden, da vorerst eine politische Lösung des Konflikts gefunden werden muss.

- **Import/Export**

Aus handels- und inflationspolitischen Gründen äusserten sowohl Vertreter des Aussenministeriums als auch der Zentralbank den Willen Sloweniens, sich westlichen Importen zu öffnen. Durch eine Weiterführung und erweiterte **Liberalisierung** des unter der damaligen jugoslawischen Regierung 1988 eingerichteten **Handelsregimes** seien hier bereits Fortschritte erreicht worden. Anfangs April wurden in diesem Sinne zahlreiche Zölle gesenkt. Im Hinblick auf eine **Neuordnung des Zollregimes** soll eine **umfassende Analyse der Handelsinteressen** vorgenommen werden, welche eine **angepasste Tarifordnung** erlaube. Diesbezüglich stehe man auch mit dem GATT in Kontakt. Grundsätzlich gehe man von einem offenen System aus, das für gewisse **sensible Sektoren Ausnahmen** vorsieht.

2. Für die Schweiz siehe 4. Umschuldungsabkommen mit Jugoslawien aus dem Jahre 1988; Konsolidierung von Fälligkeiten im Umfang von 120 Mio. Franken; Verpflichtung für die ERG in der Höhe von 65 Mio. Franken.

Zweifellos ist Slowenien darauf erpicht, möglichst **attraktive Importbedingungen** zu schaffen, muss es doch auf die noch skeptische Haltung westlicher Exporteure und Investoren reagieren ("high risk image"). Mit Bezug auf die Bereitschaft **ausländischer Exportrisikoagenturen** war von slowenischer Seite zu erfahren, dass **Oesterreich** eine Oeffnung im kurzfristigen, **Italien** im mittelfristigen (24 Monate) und **Deutschland** in allen drei Bereichen (mittel- und langfristig 100 Mio. \$) vorgenommen haben. **Frankreich** gewähre Garantien im kurzfristigen Bereich und - in beschränktem Masse - auch mittelfristig. Die **italienische Exportrisikoinstitution** decke für mittelfristige Geschäfte einen zwischen einer italienischen Bank und der Ljublianska Banka ausgehandelten Vertrag über 40 Mia. Lire.

Zur Förderung der slowenischen Exporte will die Regierung eine **eigene Exportrisikogarantie** ins Leben rufen.

4. Schlussbemerkung

Gesamthaft betrachtet, vermochten die Gespräche ein relativ klares Bild über die heutige, politische und wirtschaftliche Lage Sloweniens zu vermitteln. Dank dem nahezu **kriegslosen Abspaltungsprozess** Sloweniens (10 Tage von der Bundesarmee belagert) und dem bereits innerhalb des früheren Jugoslawiens vergleichsweise **wirksamen wirtschaftlichen Umfeld** sowie bedingt durch einen **relativ hohen Ausbildungsstand** seiner Bevölkerung sollte sich hier der **Uebergang zur Marktwirtschaft weniger problematisch gestalten** als in den Nachbarrepubliken bzw. Nachbarstaaten. Die Entwicklung des neuen Kleinstaates (1,9 Mio. Einwohner) wird sich an der **Fähigkeit der Regierung** messen, einen **Konsens im Bereiche zentraler Vorlagen** zu erzielen (z.B. Privatisierungsgesetz). Diese innenpolitische Stabilität vorausgesetzt, dürfte sich mit einem auf der Ebene von internationalen Organisationen und Gremien noch aufzubauenden Beziehungsnetz das **notwendige Vertrauen der lokalen Wirtschaft und ausländischer Investoren** relativ rasch aufbauen. (Länderprofil siehe Beilage 5).

P. Strupler

Beilagen: erwähnt

Aide-mémoire concernant l'octroi de garanties pour le financement de livraisons de biens et de services suisses dans le cadre d'une coopération renforcée avec des Etats d'Europe de l'Est

Le message concernant le renforcement de la coopération avec des Etats d'Europe de l'Est et les mesures d'aide immédiate correspondantes du 22 novembre 1989 (réf. no. 89.075) prévoit entre autres des garanties pour des crédits commerciaux aux fins de financer des livraisons de marchandises et de services à la Pologne. Les garanties sont octroyées selon les règles de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE) et réassurées par la Confédération. Le financement incombe aux exportateurs.

Le cadre de garantie prévu se monte à 100 millions de francs. Une moitié de cette somme est destinée à des livraisons de biens et de services, financées par des crédits commerciaux à court terme; l'autre moitié sert à la garantie de crédits à moyen et à long terme, y compris les paiements d'intérêts que ceux-ci entraînent.

Le montant de la garantie s'élève à 90% du montant déterminant. Celui-ci correspond à la valeur facturée, y compris les intérêts dus sur un crédit, déduction faite des acomptes et des paiements anticipés, selon l'art. 5 de l'ordonnance sur la garantie contre les risques à l'exportation du 15 janvier 1969. Les conditions de crédit accordées doivent correspondre aux règles de l'arrangement sur les crédits à l'exportation de l'OCDE. Le risque commercial privé ne peut être couvert. L'émolument à payer est calculé sur la base d'un taux de couverture de 60%, l'augmentation de la garantie à 90% étant gratuite.

Les garanties permettent aux importateurs polonais d'acheter des biens et des services suisses. Lors du choix, il convient de respecter les conditions et priorités suivantes:

a. Conditions:

- Les garanties sont disponibles pour financer des livraisons et des prestations de services du "courant normal". Les principales catégories de marchandises sont les produits pharmaceutiques, les colorants, les produits agro-chimiques, les pièces de rechange et les produits intermédiaires ainsi que les machines et instruments de précision. Les exportateurs doivent documenter leurs relations d'affaires des dernières années.
- Le montant facturé est limité à 5 millions de francs par contrat.
- L'acheteur polonais doit exercer dans un contexte d'économie de marché et ne pas dépendre d'un soutien permanent de l'Etat.

Dans certains cas exceptionnels, il est possible de s'écarter de ces conditions dans la mesure où les priorités suivantes sont respectées.

b. Priorités:

Les livraisons suivantes ont la priorité:

- Livraisons destinées à soutenir des activités directement productives (puisque les ressources financières génèrent des intérêts et sont remboursables). Le financement de projets dans le domaine de l'infrastructure fera l'objet d'une aide financière suisse à la Pologne, celle-ci à des conditions préférentielles.
- Livraisons qui permettent des exportations polonaises supplémentaires avec une importante part de valeur ajoutée, respectivement la continuation d'exportations actuelles.
- Livraisons à des entreprises polonaises privées ou livraisons d'entreprises suisses qui entretiennent des relations de coopération avec des entreprises polonaises et qui partagent le risque ou mettent à disposition un important savoir-faire.
- Livraisons qui contribuent à une amélioration de l'environnement.

Ces conditions et priorités constituent des directives pour le choix des livraisons et des services; elles n'ont pas un caractère absolu. Ce qui est déterminant pour chaque livraison, c'est sa contribution au développement économique et social de la Pologne.

Les entreprises intéressées sont priées de déposer les requêtes avec les documents exigibles pour une prise en considération sur la base des conditions et priorités énoncées ci-dessus. Un questionnaire spécifique pour chaque branche et servant de fil conducteur peut être obtenu auprès de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE, 3003 Berne).

Nous prions les entreprises d'adresser leurs demandes à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. Les dossiers seront examinés dans l'ordre de leur réception. En cas de réponse favorable, une demande de garantie peut être adressée au Bureau pour la garantie contre les risques à l'exportation, 8032 Zurich ou auprès des associations qui se chargent d'accorder des garanties globales au plus tard six mois après réception de l'accord de principe de l'OFAEE.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'OFAEE (M. Darbellay, Tél. 031/ 61 22 22, M. Escher, Tél. 031/ 61 22 97, Fax 031/61 23 30) ou du Bureau pour la garantie contre les risques à l'exportation (Tél. 01/384 47 77, Fax 01/384 47 87).

14.11.90

Merkblatt für die Gewährung von Garantien zur Finanzierung von Lieferungen schweizerischer Güter und Dienstleistungen im Rahmen einer verstärkten Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten

Die Botschaft über eine verstärkte Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und entsprechende Soforthilfsmassnahmen vom 22. November 1989 (Ref. Nr. 89.075) sieht u.a. Garantien für kommerzielle Kredite zur Finanzierung schweizerischer Warenlieferungen und Dienstleistungen an Polen vor. Die Garantien werden nach den Regeln der Exportrisikogarantieversicherung (ERG) ausgestellt und sind durch den Bund rückversichert. Die Bereitstellung der Finanzierung obliegt den Exporteuren.

Der vorgesehene Garantierahmen beträgt 100 Mio Franken. Dieser Betrag steht zur Hälfte für Güterlieferungen und Dienstleistungen zur Verfügung, die mit kurzfristigen Handelskrediten finanziert werden; die andere Hälfte dient der Garantie von mittel- und längerfristigen Krediten, einschliesslich der dabei anfallenden Zinszahlungen.

Die Garantiesumme beträgt 90% des massgebenden Betrages. Dieser entspricht dem Fakturabtrag einschliesslich Kreditzinsen, abzüglich An- und Vorauszahlungen gemäss Art.5 der ERG-Verordnung vom 15. Januar 1969. Die gewährten Kreditkonditionen müssen den Regeln des Exportkreditarrangements der OECD entsprechen. Das private kommerzielle Risiko kann nicht abgedeckt werden. Die zu entrichtende Gebühr berechnet sich auf einem Deckungsleitsatz von 60%, wobei die erhöhte Garantieleistung bis 90% unentgeltlich ist.

Die Garantien erlauben polnischen Importeuren den Kauf schweizerischer Güter und Dienstleistungen. Bei der Auswahl kommen folgende Voraussetzungen und Prioritäten zur Anwendung:

a) Voraussetzungen

- Die Garantien stehen für die Finanzierung von Lieferungen und Dienstleistungen des "courant normal" zur Verfügung. Dabei stehen als Warenkategorien pharmazeutische Produkte, Farbstoffe, agrochemische Produkte, Ersatzteile und Betriebsstoffe sowie Maschinen und Präzisionsinstrumente im Vordergrund. Die Exporteure haben sich über bestehende Geschäftsbeziehungen in den letzten Jahren auszuweisen.
- Der Fakturabtrag pro Geschäft ist auf 5 Mio Fr. beschränkt.
- Der Abnehmer in Polen soll sich in einem marktwirtschaftlichen Umfeld behaupten können und nicht von dauernder staatlicher Unterstützung abhängen.

Von diesen Voraussetzungen kann in Ausnahmefällen abgewichen werden, falls die nachfolgend gesetzten Auswahlprioritäten in besonders hohem Ausmass erfüllt sind.

b) Prioritäten

Folgenden Lieferungen kommt Priorität zu:

- Lieferungen zur Unterstützung direkt produktiver Tätigkeiten (da die finanziellen Mittel verzins- und rückzahlbar sind). Die Finanzierung von Infrastrukturvorhaben ist Gegenstand einer Finanzhilfe der Schweiz an Polen, die zu Vorzugsbedingungen gewährt werden soll.
- Lieferungen, die zusätzliche Exportleistungen mit hohem Wertschöpfungsanteil bzw. die Weiterführung bestehender Exporte ermöglichen.
- Lieferungen an private polnische Firmen bzw. Lieferungen schweizerischer Firmen, die in einem besonderen Zusammenarbeitsverhältnis mit polnischen Firmen stehen, sich am Risiko beteiligen oder wesentliche Know-how-Beiträge leisten.
- Lieferungen, die einen Beitrag zur Verbesserung der Umweltverhältnisse leisten.

Diese Voraussetzungen und Prioritäten gelten als Richtlinien zur Auswahl der Lieferungen und Dienstleistungen; es kommt ihnen aber kein absoluter oder abschliessender Charakter zu. Entscheidend ist bei jeder Lieferung deren Beitrag zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung Polens.

Die interessierten Firmen werden ersucht, die Angaben zu liefern, die aufgrund der genannten Voraussetzungen und Prioritäten zur Beurteilung erforderlich sind. Ein branchenspezifischer Fragenkatalog kann als Wegleitung beim Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI, 3003 Bern) angefordert werden. Die Gesuche werden in der Reihenfolge ihres Eingangs geprüft und beantwortet.

Nach erfolgter Zustimmung kann ein Garantiesuch bei der Geschäftsstelle für die Exportrisikogarantie, 8032 Zürich, oder ihren Globalgarantiestellen eingereicht werden.

Das Garantiesuch muss spätestens sechs Monate nach der grundsätzlichen Zusage des BAWI bei der ERG gestellt werden.

Zusätzliche Auskünfte erteilen das BAWI (Herr Darbellay, Tel. 031/61 22 22, Herr Escher, Tel. 031/61 22 97, Fax 031/61 23 30) sowie die Geschäftsstelle für die Exportrisikogarantie (Tel 01/384 47 77, Fax 01/384 47 87).

14.11.90

Communiqué de presse (Variante 1)**Garanties de crédit pour la Slovénie**

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder à la Slovénie un montant de 25 mio de francs sous la forme de garanties pour des crédits commerciaux à moyen et long terme. Cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale vise à soutenir la Slovénie dans sa transition vers l'économie de marché et le développement de son secteur privé, à lui permettre de surmonter les difficultés liées à la désagrégation de la Yougoslavie et à s'intégrer dans l'économie européenne.

L'économie slovène a subi des changements considérables pendant les deux dernières années. Elle a perdu une grande partie de ses marchés traditionnels et doit chercher de nouveaux débouchés pour son industrie en améliorant la qualité de ses produits. Il en résulte que les coûts de la transition sont aujourd'hui plus élevés que jamais. Il importe donc de permettre à la Slovénie d'acquérir les moyens nécessaires à la modernisation de son appareil de production en ayant recours à des crédits commerciaux.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
Service de presse et d'information

Renseignements: Daniel Stauffacher/Romain Darbellay Section de l'Aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale, tél: 031/61 23 18 / 26 37.

Pressemitteilung (Variante 1)**Kreditgarantien für Slowenien**

Der Bundesrat hat beschlossen, Slowenien mittel- und langfristige Kreditgarantien in der Höhe von 25 Mio. SFr. zu gewähren. Im Rahmen der Weiterführung der verstärkten Zusammenarbeit der Schweiz mit den mittel- und osteuropäischen Staaten hat diese Massnahme zum Ziel, die Anpassung der slowenischen Wirtschaft an marktwirtschaftliche Verhältnisse zu unterstützen und die Entwicklung des Privatsektors zu fördern. Im weiteren soll sie Slowenien helfen, die im Zusammenhang mit dem Zerfall Jugoslawiens entstehenden Schwierigkeiten zu überwinden sowie die Integration in die europäische Wirtschaft zu fördern.

Die Wirtschaft Sloweniens hat in den letzten zwei Jahren eine weitgehende Umwälzung durchgemacht. Durch den Verlust ihrer traditionellen Märkte ist sie gezwungen, anhand verbesserter Produkte sich der neuen internationalen Konkurrenz zu stellen. Der Bedarf an Finanzierungsmitteln zur Umstrukturierung ist heute grösser denn je. Es ist daher wichtig, Slowenien - zur Modernisierung seiner Produktionsanlagen - den Zugang zu kommerziellen Krediten zu erleichtern.

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Presse- und Informationsdienst

Auskünfte: Daniel Stauffacher / Romain Darbellay, Sektion Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa, tel: 031/61 23 18 / 26 37.

Communiqué de presse (Variante 2)**Garanties de crédit pour la Slovénie**

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder à la Slovénie un montant de 35 mio de francs sous la forme de garanties pour des crédits commerciaux. Cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la coopération renforcée avec les pays d'Europe centrale et orientale vise à soutenir la Slovénie dans sa transition vers l'économie de marché et le développement de son secteur privé, à lui permettre de surmonter les difficultés liées à la désagrégation de la Yougoslavie et à s'intégrer dans l'économie européenne.

L'économie slovène a subi des changements considérables pendant les deux dernières années. Elle a perdu une grande partie de ses marchés traditionnels et doit chercher de nouveaux débouchés pour son industrie en améliorant la qualité de ses produits. Il en résulte que les coûts de la transition sont aujourd'hui plus élevés que jamais. Il importe donc de permettre à la Slovénie d'acquérir les moyens nécessaires à la modernisation de son appareil de production en ayant recours à des crédits commerciaux.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
Service de presse et d'information

Renseignements: Daniel Stauffacher/Romain Darbellay Section de l'Aide financière aux pays d'Europe centrale et orientale, tél: 031/61 23 18 / 26 37.

Pressemitteilung (Variante 2)**Kreditgarantien für Slowenien**

Der Bundesrat hat beschlossen, Slowenien Kreditgarantien in der Höhe von 35 Mio. SFr. zu gewähren. Im Rahmen der Weiterführung der verstärkten Zusammenarbeit der Schweiz mit den mittel- und osteuropäischen Staaten hat diese Massnahme zum Ziel, die Anpassung der slowenischen Wirtschaft an marktwirtschaftliche Verhältnisse zu unterstützen und die Entwicklung des Privatsektors zu fördern. Im weiteren soll sie Slowenien helfen, die im Zusammenhang mit dem Zerfall Jugoslawiens entstehenden Schwierigkeiten zu überwinden sowie die Integration in die europäische Wirtschaft zu fördern.

Die Wirtschaft Sloweniens hat in den letzten zwei Jahren eine weitgehende Umwälzung durchgemacht. Durch den Verlust ihrer traditionellen Märkte ist sie gezwungen, anhand verbesserter Produkte sich der neuen internationalen Konkurrenz zu stellen. Der Bedarf an Finanzierungsmitteln zur Umstrukturierung ist heute grösser denn je. Es ist daher wichtig, Slowenien - zur Modernisierung seiner Produktionsanlagen - den Zugang zu kommerziellen Krediten zu erleichtern.

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
Presse- und Informationsdienst

Auskünfte: Daniel Stauffacher / Romain Darbellay, Sektion Finanzhilfe für Mittel- und Osteuropa, tel: 031/61 23 18 / 26 37.